

# Premières Rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

**Lundi 14 juin 2010**  
**Ferme D'Antan - 38920 CROLLES**



Soutiens financiers à ce projet

**RhôneAlpes** Région

*Fondation Lemarchand*

# Premières Rencontres de L'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010

Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## Programme définitif

9 h 30 – 10 h	Accueil, café	
10 h – 10 h 30	Ouverture	F. Brottes, Député Maire de Crolles
		E. Giraud, Conseillère régionale Rhône Alpes
10 h 30 – 11 h	Les réalités de l'agriculture sociale en Europe : diversité et richesse des expériences et des pratiques	Gérald Assouline, Co-coordonateur du projet régional
11 h – 11 h 30	L'agriculture sociale en Toscane, Italie	Stefano Pezzati, Luigi Goffredi Coopérative Il Forteto (Toscane, Italie)
11 h 20 – 11 h 50	L'agriculture sociale aux Pays Bas	Wouter Joop (Pays Bas)
11 h 50 – 12 h 30	Débat	
12 h 30 – 14 h	Repas	
14 h – 14 h 40	2 expériences régionales . Ferme Thérapeutique de Bellechambre (38) . Jardin de Cocagne (42)	Catherine Bibollet
		Yann Boulon, coordinateur national, Réseau Cocagne
14 h 45 - 15 h 15	Débat	
15 h 15 – 16 h 00	2 expériences régionales . ESAT ESAT Ferme de Chozal (74 – Copponex) . Ferme d'Antan (Accueil Paysan - 38)	Emmanuel Mosse, directeur
		Fabienne Gardenet et Bernard Faure, exploitants
16 h 00 – 16 h 15	Pause café	
16 h 15 – 16 h 45	Débat	
16 h 45 – 17 h 15	Présentation du projet régional de développement de l'agriculture sociale en Rhône Alpes : objectifs et échéances	Jean Paul Barithel, directeur de la Ferme de Bellechambre et co-coordonateur du projet régional, et Gerald Assouline
	Conclusion	G. Bescher, Conseiller général de l'Isère

# Premières Rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SOCIALE ET THERAPEUTIQUE EN RHONE ALPES

### Préambule

#### **Cette proposition se situe à la croisée de plusieurs enjeux**

- L'accueil social et thérapeutique en milieu agricole et rural est un levier de revitalisation de nos régions rurales, de réintroduction de certains services sociaux, d'ouverture de l'agriculture à la multi-activité, notamment sociale et environnementale, et finalement d'innovations sociales en milieu rural ;
- Il est aussi outil d'insertion professionnelle de personnes en grande difficulté sociale, de socialisation et de reconnaissance pour celles souffrant de handicaps mentaux ou physiologiques.

#### **Les objectifs de notre projet régional**

- Participer au développement de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes et renforcer les capacités d'accueil de personnes ne difficulté, en milieu rural et agricole,
- Structurer une communauté de pratiques, qui va fonctionner comme espace d'échanges d'expériences et de formation, outil de coordination et pôle ressources (production d'informations et de formation),
- Faire en sorte qu'à moyen terme l'agriculture sociale et thérapeutique soit reconnue dans sa spécificité par les pouvoirs publics.

Ces échanges menés jusqu'à présent au plan local ou européen ont permis de mieux cerner le contenu et les frontières de ce qu'est l'agriculture sociale et thérapeutique :

*L'agriculture sociale et thérapeutique est une activité de production et de valorisation de produits et services agricoles et para-agricoles, qui permet l'accueil de personnes en difficultés, à des fins d'insertion sociale et professionnelle et d'accompagnement thérapeutique.*

L'agriculture sociale et thérapeutique recouvre une réalité diverse qui inclue les critères suivants:

- l'existence d'une activité agricole ou para-agricole,
- l'accueil de personnes en difficultés sur les exploitations,
- l'hypothèse que l'immersion de ces personnes en difficultés, dans le milieu agricole, ferme individuelle privée ou associative, ne se limite pas à un accueil ou accompagnement en lien avec un suivi médicalisé. Il s'agit alors de formes d'accueil qui visent à améliorer l'état des personnes accueillies. Toutefois, cette fonction thérapeutique élargie induit des questions notamment sur la nature de l'observation de l'amélioration réelle, non posée à priori, de cet état des personnes accueillies..

Dans notre région, il semble pertinent de se doter des outils qui répondent à des besoins tels que :

- l'inventaire systématique de l'existant local, en termes d'initiatives, de forces, faiblesses et d'impacts,
- la communication sur ces réalisations,
- la coordination et l'interface entre structures accueillantes, publics devant être accueillis et professionnels désireux de s'impliquer dans un tel développement,
- la mise en place d'actions de formation qui visent à l'amélioration et l'harmonisation des pratiques et des compétences professionnelles,
- les échanges avec d'autres acteurs en Europe, pour mieux comprendre d'autres types d'expériences et de pratiques,
- l'inscription dans une dynamique de reconnaissance de l'agriculture sociale et thérapeutique, ici et en Europe.

### **Les publics bénéficiaires du projet**

- **Les personnes en difficulté** : l'objectif à long terme est de renforcer les capacités d'accueil de personnes en difficultés sociales, psychiques ou mentales, en milieu rural et agricole ;
- **Les porteurs de projets** : pour ce faire, il faut un soutien aux porteurs actuels et potentiels de projets d'accueil thérapeutique et social, par la mise à disposition de conseils, informations et personnes ressources ;
- **Les personnels d'accompagnement** : Améliorer , harmoniser, par la formation, les pratiques, notamment sur la question de la double compétence, technique et sociale/éducative, des personnels d'accompagnement

### **Les activités qui vont être développées sur 3 ans.**

- **Volet 1. Connaître l'existant et les acteurs de l'agriculture sociale et thérapeutique en Région Rhône Alpes**

Cet inventaire est un passage nécessaire à :

- la constitution d'un réseau à ancrage véritablement régional, qui puisse être un outil d'appui au développement de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes,
- la mise en cohérence des démarches et du travail des différents mouvements ou associations.
- la mobilisation de politiques publiques d'appui, qui ne peuvent se déployer sans une connaissance fine de l'existant.

- **Volet 2. Développer les bonnes pratiques et compétences professionnelles en matière d'accompagnement et d'encadrement**

Les compétences professionnelles requises par l'accueil et l'accompagnement de publics vulnérables dans des structures individuelles ou collectives sont multiples : techniques (pour la production de produits agricoles ou de services), sociales et éducatives. Cette compétence multiple des personnels encadrants n'est pas reconnue par les conventions collectives et s'acquiert par l'expérience et la multiplication des formations. Les besoins sont multiples sur ce plan :

- Formation des candidats à l'accueil dans des fermes individuelles,
- Echange et réflexion entre professionnels, ici et ailleurs en Europe, sur les savoirs, savoir-faire et pratiques en matière d'accompagnement et de techniques de production,
- Adaptation des formations initiales des personnels encadrants.

- **Volet 3. Valoriser par l'image les initiatives locales et donner la parole aux**

### **professionnels et personnes bénéficiaires**

Notre région foisonne d'initiatives. Elles méritent d'être valorisées dans leur diversité.

Avec le soutien du Conseil Régional, deux premiers courts métrages ont été réalisés sur : la Ferme de Bellechambre (38) et Solid'Action (38).

Il nous semble important de poursuivre cet effort, du fait de sa fonction de communication et d'exemplarité, en donnant la parole par l'image (photo et vidéo) aux professionnels et aux personnes accueillies, par une pratique participative de réalisation d'images.

#### **• Coordination**

- Structure porteuse du projet pour la première année :  
l'Association Ferme de Bellechambre - 38660 Sainte Marie du Mont
- Co-coordonateurs du projet : Gerald Assouline et Jean Paul Barithel  
[gerald.assouline@qap.fr](mailto:gerald.assouline@qap.fr) // Tel. Gerald Assouline : 04 76 71 17 22  
[ferme.bellechambre@wanadoo.fr](mailto:ferme.bellechambre@wanadoo.fr) // Tel. Jean Paul Barithel : 04 76 08 57 76

# Premières Rencontres de L'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## L'agriculture à vocation sociale et thérapeutique en Europe

Gerald Assouline  
QAP  
[gerald.assouline@qap.fr](mailto:gerald.assouline@qap.fr)

### L'agriculture sociale – c'est quoi?

Il s'agit d'un concept nouveau et aussi traditionnel. Il a pour origine les systèmes d'entraide très présents dans les zones rurales avant l'industrialisation de l'agriculture et l'émergence du système de santé publique. Aujourd'hui, il a pris des formes très différentes et nouvelles.

La définition générale de l'agriculture sociale<sup>1</sup> ne fait pas l'objet d'un consensus en Europe. Il y a différentes manières de qualifier ce phénomène: agriculture pour la santé, jardinage thérapeutique, jardins d'insertion... De même il y a différentes formes de liens entre agriculture et santé, agriculture et insertion. Il est donc important de forger une vision commune européenne pour en faire un secteur reconnu, solide et en développement.

*L'agriculture sociale et thérapeutique est une activité de production et de valorisation de produits et services agricoles et para-agricoles, qui permet l'accueil de personnes en difficultés, à des fins d'insertion sociale et professionnelle et d'accompagnement thérapeutique.*

L'agriculture sociale et thérapeutique recouvre une réalité diverse qui inclurait les critères suivants :

- l'existence d'une activité agricole ou para-agricole,
- l'accueil de personnes en difficultés sur les exploitations,
- l'hypothèse que l'immersion de ces personnes en difficultés, dans le milieu agricole, ferme individuelle privée ou associative, ne se limite pas à un accueil ou accompagnement en lien avec un suivi médicalisé. Il s'agirait alors de formes d'accueil qui visent à améliorer l'état des personnes accueillies. Toutefois, cette fonction thérapeutique élargie induit des questions notamment sur la nature de l'observation de l'amélioration réelle, et non posée a priori, de cet état des personnes accueillies..

D'un point de vue économique: il s'agit d'une activité en lien avec la multi-fonctionnalité de l'agriculture.

D'un point de vue technique: cette agriculture a tendance à utiliser des technologies qui diminuent les effets négatifs de l'agriculture sur l'environnement.

D'un point de vue social: l'agriculture sociale

- . offre une opportunité de développer des activités d'insertion et de santé basées sur la proximité
- . contribue à la cohésion sociale en promouvant une philosophie de l'insertion,
- . peut aussi permettre de nouveaux liens avec des secteurs et activités différents du fait d'une approche pluridisciplinaire.

---

<sup>1</sup> Pour simplifier l'appellation, nous nommons *agriculture sociale*, les formes d'accueil en milieu agricole, rural ou péri-urbain, qui mobilisent les pratiques agricoles ou maraîchères, à des fins d'insertion et thérapeutique.

## Les effets sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires comme les agriculteurs ou techniciens témoignent des impacts bénéfiques de ces formes d'accueil en milieu rural et agricole. "Je ressens de l'énergie, du plaisir, de la relaxation, satisfaction et de la motivation du fait de travail en lien avec la nature et les autres personnes". Ces effets peuvent être classés comme suit:

- des effets physiologiques: santé physique, développement de la motricité, de la force, les rythmes du jour et de la nuit...
- Les effets psychologiques : estime de soi, responsabilité, enthousiasme...
- Les effets sociaux : interactions, relations, intégration dans le groupe...

Il s'agit là d'un important sujet de discussion: quels effets et comment les mesurer?

On dispose d'études et de résultats basés sur des questionnaires d'enquête sur les effets du travail et de nouveaux liens sociaux sur des patients psychiatriques. Il y a aussi des études sur la médiation animale et les résultats sur les personnes âgées ou souffrant d'addictions. Mais pour le moment, il n'y a pas d'étude systématique et représentative.

Il y a donc des besoins en matière de recherche socio-économique et sociale/santé pour produire des faits scientifiques.

## Les forces et les défis

Selon le point de vue des professionnels, un tableau, présentant les forces et les faiblesses, les menaces et les opportunités de l'agriculture sociale, peut être synthétisée comme suit

<b>Forces</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Pratiques &amp; Relations:</b> gros potentiel, pratiques adaptées au public, assez bon marché, en petits groupes ou en individuel,</li><li>• <b>Dimension territoriale:</b> Intégration au niveau territorial, socialement et économiquement; nouvelles relations, intérêt des consommateurs, effets sur le paysage et l'environnement ;</li><li>• <b>Dimension entrepreneuriale:</b> innovation et diversification; pouvant impliquer de jeunes agriculteurs.</li><li>• <b>Bénéficiaires :</b> bénéfiques importants, soutien des familles et des associations</li></ul>
<b>Faiblesses</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Règlements et lois: le cadre juridique;</b> diffusion encore limitée; fossé entre la demande importante et l'offre limitée, dépendance à l'égard des subventions publiques, manque de reconnaissance des spécificités de cette activité , forte hétérogénéité;</li><li>• <b>Démarrage:</b> Difficultés pour démarrer; distances (au figuré et au sens propre); intégration interculturelle et inter-professionnelle peu aisée; confusion des rôles et des compétences, non reconnaissance des compétences;</li><li>• <b>Système local (proximité):</b> Préjugés à l'égard des handicapés qui peuvent être surmontés; manque de transports publics et isolement ;</li></ul>
<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Politiques et Institutions:</b> pas de changement institutionnel, manque d'intérêt, cloisonnement des interventions;</li><li>• <b>Acteurs:</b> Concurrence entre acteurs; privatisation du système de santé et de ses critères de gestion;</li><li>• <b>Pratiques:</b> non régulées, accidents, abus.</li></ul>
<b>Opportunités</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Système local (proximité):</b> sensibilité croissante de la société, réputation positive, nouveaux entrants en agriculture;</li><li>• <b>Politiques et Institutions:</b> nouveau cadre juridique; meilleure reconnaissance et appui; agriculture multifonctionnelle, évolutions en Europe;</li><li>• <b>Pratiques:</b> passage d'un modèle médicalisé à un modèle social, insertion et prise en charge par la collectivité ou communauté;</li><li>• <b>Réseaux :</b> les relations et les réseaux s'élargissent;</li><li>• <b>Marketing:</b> réputation/image de plus en plus positive.</li></ul>

Certaines limitations ralentissent le développement de l'agriculture sociale, comme:

- la séparation entre secteurs d'intervention sociale, santé et agriculture,

- la nouveauté des systèmes de prise en charge, autre que médicalisée,
- l'inadaptation des politiques de soutien,
- le risque de standardisation de l'accueil, qui pourrait remettre en cause les valeurs spécifiques de ce modèle.

## La dynamique de l'agriculture sociale en Europe

Un mot clé pour comprendre l'organisation et la diffusion des projets et des pratiques d'agriculture sociale en Europe est la **prise de conscience**. Cette prise de conscience concerne les autorités publiques (agriculture, santé, emploi, travail, éducation...) susceptibles de s'appuyer sur l'agriculture sociale, les agriculteurs et techniciens des structures d'accueil, les associations et enfin les territoires.

Mais cette prise de conscience est inégale.

- En Flandres, les acteurs publics impliqués en agriculture y sont sensibles et les réglementations sont élaborées dans le cadre des politiques agricoles.
- Aux Pays Bas, ce sont les politiques de santé et d'emploi qui prédominent.
- Dans d'autres pays, cette prise de conscience est plus faible et les projets restent des projets pionniers, sans soutien politique cohérent et harmonisé. En Italie, la prise de conscience progresse mais il reste difficile de définir des règles communes. Ce sont surtout les territoires et les autorités décentralisées qui se battent pour faire reconnaître des réglementations basées sur le renforcements des circuits locaux de production et distribution alimentaires éthiques (ou équitables, type AMAP).

### Des points communs peuvent être identifiés

- Production animale, horticulture, maraichage, entretien paysager, comme principaux champs d'action,
- Des produits d'agriculture biologique et intenses en travail,
- Gestion du paysage,
- Des réseaux locaux,
- Engagement et motivation.
- Dans tous les pays, l'agriculture sociale est ancrée localement.
- Les publics bénéficiaires sont souvent identiques: personnes handicapées (mentales, physiques, psychiatriques), addictives (drogue, alcool), enfants, adolescents, ex-détenus en ré-insertion, chômeurs longue durée, personnes âgées...

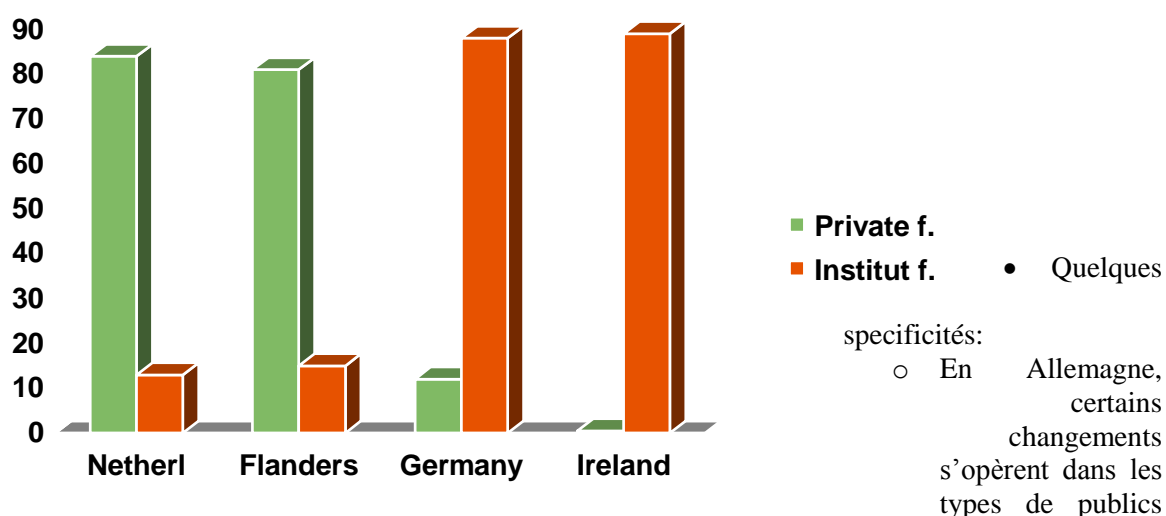
**Il y a aussi une grande diversité entre pays quant à la terminologie, la situation des usagers dans les structures d'accueil ( occupationnelle ou contractuelle) et les structures de financement.**

- Origine de l'agriculture sociale :
  - Italie: les années 70 avec la fermeture des institutiosn psychiatriques et le début des coopératives sociales
  - Allemagne: foyers ruraux au début du XX éme siècle, créés souvent du fait de motivations religieuses ou éthiques, avec l'agriculture en auto-suffisance. Dans les années 70, développement des ateliers protégés. Approches pédagogiques et fermes édicatives dans les années 90.
  - Irlande: Dans les années 70, création par des communautés religieuses.
  - Pays Bas : Dans les années 70, création par des communautés religieuses.
  - Slovenie: Dans les années 90, avec le développement du privé et du public dans le social et la santé
  - Flandres: Développement ancien (avec la communauté de Geel)
  - France: les fermes éducatives et pédagogiques ont vu leur développement se consolider dans les années 80. Pour les structures d'accueil en insertion et santé, le phénomène est plus récent et date plutôt des années 1990 - 2000.
- Objectifs :
  - Santé : dans tous les pays. : 70-80 % sont des hommes
  - Traitements thérapeutiques sont limités dans les structures d'accueil: on insiste sur l'occupationnel, le relationnel et la réhabilitation par le travail.
  - L'insertion ou la ré-insertion : les bénéficiaires sont payés et salariés (Italie, France, Slovenie)



- Education: réseaux en France (1200 farms), Flandres, Pays Bas, Allemagne,
- La diversité des formes d'organisation et des structures existe dans presque tous les pays.
- Caractéristiques:
  - Pays Bas, Flandres : avant tout des fermes individuelles avec une diversité de publics accueillis
  - Italie: principalement des cooperatives sociales, où les usagers sont contractualisés comme salariés
  - Allemagne, Irlande, Sloveie: fermes associatives; surtout ciblées vers des publics avec des déficiences intellectuelles
  - France: diversité de projets et d'organisations avec une présence forte des formes associatives pour les jardins d'insertion et les structures d'accueil thérapeutique.
- Structures d'appui prédominantes :
  - Prévalence du privé (santé /agriculture): Pays Bas, Flandres
  - Secteur social et associations (social et emploi): Italie, France
  - Prévalence publique/santé : Allemagne , Sloveie, Irlande

Pourcentage des fermes privées et institutionnelles



accueillis dans les ateliers protégés: la part des personnes à handicap moins sévère est en augmentation.

- Aux Pays Bas, l'agriculture sociale y a "une valeur économique" et c'est le seul pays. La formation, le contrôle qualité, la professionnalisation, sous l'impulsion des acteurs publics jouent un rôle important. La demande d'accueil en agriculture va de pair avec les difficultés agricoles
- En France, l'agriculture sociale est très déconcentrée, voire éclatée. Le système institutionnel y est complexe. Les fermes thérapeutiques sont créées avant tout pour l'accueil et l'activité agricole y est complémentaire de l'hébergement. Seules les structures associatives reçoivent un soutien public. D'où l'intérêt d'une stratégie européenne pour ouvrir ce système notamment aux structures privées.
- Réseaux :
  - Centres régionaux et nationaux: Pays Bas et Flandres
  - Réseaux cloisonnés: Allemagne , Italie, France
  - Projets éclatés: Irlande, Sloveie
- Estimation du nombre de fermes sociales:

Pays	Nombre	% du total
Pays Bas	700	0.7
Italie	450	0.01
Allemagne	150 (ateliers) 50 (fermes éducs) 48 (drogues, addictifs) 50 (autres)	0.03
Flandres	260	0.4
Irlande	90	0.08
Slovenie	20	<0.01
France	>1200	>0.02

Source: Jan Hassink 2007

- Le cadre réglementaire et légal
  - Italie: Réglementation pour les coopératives sociales de type A (santé, éducation) et B (insertion par le travail); pas pour les fermes individuelles privées
  - Allemagne : Réglementation pour les ateliers protégés de plus de 120 bénéficiaires
  - Flandres: Réglementation agricole et soutien pour les fermes privées commerciales (35% des revenus seraient liées à la production agricole):40 euros/jour/personne
  - Pays Bas : Réglementation générale: les fermes d'accueil ont accès aux budgets de soutien au secteur d'agriculture sociale :60 euros/jour/personne
  - Slovenie: Réglementation sur les fermes et les structures d'accueil.

Le modèle réglementaire a un impact sur l'équilibre entre agriculture et activité d'accueil, tout comme sur le nécessaire accompagnement en terme de professionnalisation (compétences, pratiques d'accueil, pratiques agricoles). Et on voit que chaque système gère de façon variée la codification des pratiques, leur accréditation ou certification, le système de contrôle qualité...

La discussion sur les critères d'évaluation de la qualité des services rendus est proche de celle sur la définition.

- D'une part, les codes et critères peuvent laminer les valeurs spécifiques de chaque expérience , car le principal facteur de réussite réside dans l'engagement et le contact humains, difficiles à mesurer et standardiser. Ces caractéristiques, humaines, éthiques devraient être à la base du développement de l'agriculture sociale, des politiques et du système de contrôle ou évaluation de la qualité.
- D'autre part, les règles, les standards de qualité peuvent aussi jouer un rôle important pour prévenir les abus et les négligences, s'agissant de publics vulnérables. Un système de soutien public peut justifier l'adoption de critères pour aboutir à la certification.
- Une troisième possibilité pourrait être la description des exigences pour garantir le bon fonctionnement (dimension positive) d'une structure d'accueil, au lieu d'un contrôle qualité et d'une approche en terme de certification (qui fixeraient ce que les acteurs ne doivent pas faire).

# Premières Rencontres de L'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## L'agriculture à vocation sociale et thérapeutique en France et en Rhône Alpes

Gerald Assouline  
QAP  
Gerald.assouline@qap.fr

La réalisation de ce document a bénéficié du soutien des projets suivants :

-- Le projet européen de recherche SO FAR (Social Farming in Europe), 2006 – 2009. <http://sofar.unipi.it/>

-- Le projet européen DIANA (Disability in agriculture : an innovative approach of training).

Novembre 2009 – octobre 2012. [www.projectdiana.eu](http://www.projectdiana.eu)

-- Le projet régional pour le développement de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes, soutenu notamment par la Région RhôneAlpes, 2010

### Caractéristiques générales de l'agriculture sociale en France

- La diversité devrait être le concept-clé pour caractériser l'évolution de l'agriculture à vocation sociale et thérapeutique en France
- Une des spécificités des projets existants en France, en lien avec d'autres pays européens, est que l'agriculture à vocation sociale et thérapeutique est considérée par les acteurs concernés comme une activité prioritairement éthique et solidaire, plutôt que comme un *business* (rentable). Bien que nos interlocuteurs parlent de la pression importante qu'ils subissent de la part des bailleurs institutionnels pour augmenter la production, la tendance est, de plus en plus, à favoriser le financement propre et à diminuer la dépendance vis-à-vis des subventions publiques.

### L'agriculture à vocation sociale

- La France a une longue tradition depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle de jardins communautaires ou de jardins ouvriers. A l'origine, ces initiatives étaient encouragées par l'Eglise pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière. Aujourd'hui, l'agriculture à vocation sociale est dominée par la production de fruits et légumes en région périurbaine. La production se développe dans des *jardins*.
- Il existe plusieurs réseaux de développement des jardins en zone périurbaine. Ces initiatives sont mises en place pas nécessairement pour diversifier les revenus de l'agriculture, mais pour répondre à des visées sociales, avec l'objectif explicite de favoriser l'intégration sociale des personnes marginalisées et socialement exclues.

- La multiplication de ces initiatives a été stimulée par la volonté politique en faveur du redéveloppement des politiques de traitement social du chômage. L'action des pouvoirs publics pour ces projets porte plutôt sur l'inclusion par l'économie, régentée par la Loi de programmation pour la Cohésion sociale votée en 2005.
- La dépendance pesante vis-à-vis des subventions publiques est source de tension : le financement propre issu de la production et de la vente de légumes aux membres des associations est plutôt limité et ne représente que 15% du budget total. Actuellement, les subventions sont extrêmement volatiles et certaines des exploitations impliquées font face à de sérieuses difficultés et à des pressions économiques et financières de la part des bailleurs publics.

## **L'agriculture à vocation thérapeutique et pédagogique**

- Les activités de ces exploitations sont plus difficiles à observer, quantifier et analyser que celles dans l'agriculture à vocation sociale. Elles sont plus disparates et correspondent à des réalités plus ambiguës : toutes les fermes pédagogiques n'ont pas une vocation thérapeutique et à l'inverse des fermes à vocation thérapeutique peuvent avoir des activités pédagogiques. Les fermes à vocation thérapeutique sont comptabilisées et considérées comme des fermes pédagogiques, principalement quand elles travaillent avec des enfants.
- De nombreux réseaux, souvent proches des organisations de professionnels de l'agriculture, ont été recensés par *La Bergerie Nationale* : au total, elle dénombre près de 125 réseaux nationaux, régionaux, départementaux ou locaux. Ainsi, on recense 1.200 fermes pédagogiques. Mais une ferme peut faire partie de plusieurs réseaux. Et entre 120 et 150 fermes ne font partie d'aucun réseau.
- Au-delà de la grande diversité des formes d'organisation, les objectifs peuvent être variés au sein d'un même réseau : cela peut aller d'une simple information à des projets éducatifs, en passant par la communication, la sensibilisation, etc. A cela peuvent s'ajouter d'autres types d'activités : récréationnelles, sociales, thérapeutiques, commerciales ou visant la transmission d'un héritage.
- Jusqu'à présent, il n'existe pas de label national qui définisse ce qu'est une ferme thérapeutique. Ceci complique l'identification des initiatives individuelles au niveau national. Les fermes à vocation thérapeutique sont identifiées comme étant liées à différents types de thérapie et leurs réseaux d'affiliation sont principalement des réseaux de recherche dans différents secteurs de recherche, tels que la zoothérapie (ou médiation animale), l'art-thérapie ou la musicothérapie.
- Il existe trois catégories de fermes thérapeutiques :
  - Les fermes individuelles, qui accueillent un ou plusieurs bénéficiaires durant la journée et facturent le service aux institutions de soutien aux personnes en situation de handicap.
  - Les fermes individuelles qui accueillent un ou plusieurs bénéficiaires qui résident, vivent et travaillent à la ferme. Ces fermes bénéficient d'un soutien financier pour l'hébergement et l'accompagnement de ces personnes.
  - Les fermes associatives (c'est-à-dire créées et gérées par des associations) qui accueillent des bénéficiaires qui résident, vivent et travaillent à la ferme. Ces associations peuvent être des associations ad hoc, créées pour lancer et gérer l'exploitation, ou des associations de patients ou de personnes en situation de handicap existantes.

## **Concurrence pour obtenir un soutien public**

- Ces initiatives bénéficient d'un soutien public important. La production et le service proposés peuvent représenter jusqu'à 15% des revenus totaux. Les autres revenus proviennent majoritairement des autorités communales, départementales et régionales.
- Le processus actuel de décentralisation à la française implique que l'Etat transfère les charges aux autorités décentralisées et ces dernières doivent assumer ces charges avec des ressources limitées. Un tel processus génère un climat de tension, l'argent public étant limité alors que les demandes sont grandissantes. La tension est notable pour les initiatives qui hébergent des personnes en situation de handicap. Elles sont principalement dépendantes des aides départementales. Un nombre croissant de projets sont soumis à l'administration départementale pour un financement annuel, alors qu'elles bénéficiaient jusqu'il y a peu d'un financement pluriannuel.

## **Quelques remarques générales**

Des fermes individuelles, proches ou membres *d'Accueil Paysan*, pratiquent l'accueil de groupes d'enfants ou d'adultes en situation de handicap à la journée ;

- \* les fermes thérapeutiques les plus soutenues de la région sont des fermes associatives avec une activité de transformation laitière ayant la capacité d'accueillir de façon permanente les bénéficiaires, qui sont considérés comme des résidents, avec un statut de travailleur ou non ;

- \* dans les Jardins de Cocagne, les usagers ou bénéficiaires sont des chômeurs de longue durée, embauchés par l'association du jardin et percevant un salaire. Ils contribuent à la production qui est distribuée aux clients, via un panier de légumes hebdomadaire.

- \* toutes ces initiatives ont été mises en place pour remplir des objectifs sociaux et thérapeutiques. Certaines contribuent à revitaliser des exploitations existantes ou abandonnées, en changeant radicalement leur logique économique.

Dans notre région, les sources de financement sont mobilisées pour des objectifs spécifiques :

- \* des fonds régionaux, nationaux (du Ministère de l'Agriculture) et européens sont sollicités pour des composantes agricoles et environnementales de l'activité économique, en particulier pour couvrir les coûts d'investissement lors de la création d'une activité. Les fonds régionaux sont souvent consacrés à des projets qui disent respecter les principes environnementaux et du développement durable.

- \* au niveau départemental, les fonds sont principalement mobilisés pour soutenir la politique d'accompagnement du handicap. Ils sont sollicités directement par la ferme ou par le réseau social (l'institution médicale qui héberge de façon permanente les bénéficiaires et pour les coûts d'hébergement et d'accueil des bénéficiaires à la ferme, sur base de remboursement des frais).

- \* en fonction du statut légal de l'initiative, les coûts de personnel sont couverts par l'Etat (via l'administration décentralisée aux affaires sociales) ou par l'association qui reçoit une aide du département.

## **Motivations à l'origine des initiatives**

La diversité dans les rôles et types d'organisation de l'agriculture à vocation sociale et thérapeutique en France doit être prise en considération lorsqu'on se penche sur les motivations à l'origine de ces initiatives. Il faut aussi garder à l'esprit la spécificité du contexte français, qui se caractérise par un problème réel et structurel de chômage et un manque drastique de structures d'accueil (en milieu hospitalier ou non) adaptées pour les personnes en situation de handicap.

- \* Dans le cas des exploitants agricoles individuels, le but de développer ce type d'activité est de diversifier l'activité et les revenus de l'exploitation ou de modifier en profondeur son fonctionnement. Une autre dimension importante mise en avant par les initiateurs de ces projets est leur intérêt fort pour cette option.

- \* Dans le cas des fermes thérapeutiques institutionnelles et associatives, la motivation première est d'augmenter la capacité d'accueil pour les personnes en situation de handicap. Les associations de malades et les autorités locales réalisent alors un projet pour atteindre cet objectif. La disponibilité de terrains et l'abandon de fermes rendent ce projet faisable.

- \* Pour les initiatives d'insertion sociale, comme les Jardins de Cocagne, le développement de nouveaux jardins permet de contribuer à consolider l'influence du Réseau national de Cocagne, et ainsi renforcer sa capacité de négociation et gagner le soutien des politiques de traitement social du chômage. Une deuxième motivation à la création des jardins pour les associations locales est de répondre à un besoin fondamental d'intégrer sur le long terme des personnes sans emploi dans des activités économiques. Pareil objectif répond à une demande locale forte des autorités et des administrations décentralisées de contribuer à soulager la pression du chômage au niveau local, au moins pour un temps.

Comme on peut le voir, l'orientation commerciale de ces initiatives n'est pas primordiale. Les résultats sociaux déterminent le type de soutien et de subventions octroyés par les autorités locales et décentralisées aux porteurs des projets. Ces derniers expriment leur intérêt personnel fort et leur engagement en faveur de l'intégration sociale et des soins aux personnes en situation de handicap.

## **Des logiques économiques différentes et une concurrence pour obtenir le soutien des autorités publiques**

Les exploitations qui développent des activités d'accueil pour le soin et l'intégration sociale attendent une diversification de l'activité et de leurs revenus de l'exploitation. Elles proposent un service qu'elles facturent aux structures spécialisées qui sont en charge des personnes accueillies, c'est-à-dire :

- \* aux services d'insertion professionnelle et de suivi de chômage pour les personnes en chômage de longue durée,
- \* aux écoles médico-pédagogiques et aux institutions spécialisées pour les personnes en situation de handicap,
- \* à l'administration sociale décentralisée et au Département pour les usagers qui résident sur l'exploitation.

Les exploitations individuelles privées sont rémunérées par les institutions qui utilisent ce service. En outre, elles reçoivent des subventions pour l'accueil du public. En ce qui concerne les initiatives associatives, jardins ou fermes, la vente de biens et de services peut représenter entre 15 et 25% de leur revenu. Toutes ces initiatives bénéficient d'un important soutien public, principalement venant des municipalités et des autorités départementales et régionales.

De fait, cette caractéristique ne signifie pas que ces initiatives échappent au système de concurrence. Au contraire, le type de décentralisation néolibérale que connaît le pays à l'heure actuelle implique le transfert des compétences de l'Etat vers les autorités décentralisées et celles-ci doivent assumer ces charges avec des ressources limitées. Un tel processus amène une situation de tension, le budget public n'étant pas extensible alors que les besoins vont croissant.

La tension est notable pour les initiatives qui hébergent des personnes en situation de handicap. Elles sont principalement dépendantes du Département. Un nombre toujours plus important de projets est soumis au Département pour solliciter des financements annuels, au lieu du système pluriannuel en vigueur jusqu'il y a peu.

Pour s'assurer d'obtenir ces fonds, les projets doivent compenser en :

- \_ augmentant la capacité d'accueil de la résidence pour le même budget, ce qui signifie augmenter la productivité des travailleurs ;
- \_ proposant aux autorités une meilleure couverture géographique du département. Cela implique que les associations qui gèrent ces initiatives sont encouragées à grandir et à développer de nouvelles capacités.

## **Le rôle crucial du travail en réseau**

Quel que soit le type d'initiative, le travail en réseau est présenté comme une orientation cruciale pour le développement.

Pour s'assurer d'avoir le bon nombre de résidents, les fermes développent leurs relations avec des « fournisseurs » potentiels de résidents : hôpitaux, médecins, institutions spécialisées qui ne sont plus en conditions d'accueillir des personnes, etc. Dans ces conditions, les structures médicales et les hôpitaux pourraient être considérés comme des clients.

La stratégie de mise en réseau va dans différentes directions :

- \* Partenaires économiques :
  - o Pour faciliter la commercialisation des paniers de légumes à des points de livraison ;
  - o Pour compléter le contenu des paniers avec d'autres types de produits : fromage, pain, fruits ;
  - o Pour échanger des services.
- \* Acteurs politiques, principalement locaux et régionaux :
  - o Pour assurer la visibilité de l'initiative et ainsi s'assurer des financements publics ;
  - o Pour développer la crédibilité des projets faisant des demandes de financements (projets environnementaux soumis à la Région) ;
- \* Administrations sociales décentralisées :
  - o Ce sont des financeurs essentiels pour les Jardins de Cocagne, dans leur rôle de gestion du problème du chômage.
- \* Le système médical. L'étroitesse des relations avec ce système est importante :
  - o Pour faire en sorte que les initiatives soient considérées comme des partenaires légitimes aptes à trouver des solutions d'hébergement pour les personnes en situation de handicap ;

- Pour obtenir le suivi thérapeutique et les soins adaptés pour les usagers.

### **Incidences environnementales et gestion du paysage**

Ces initiatives n'ont pas été mises sur pied pour préserver l'environnement et gérer le paysage. Il nous faut souligner les différences de perspectives sur ces questions :

\* En promouvant l'agriculture biologique, les Jardins de Cocagne insistent sur leur capacité à préserver l'environnement, en utilisant un système de production respectueux de l'environnement. Cette dimension répond à une demande claire des consommateurs.

\* Certains de nos interlocuteurs ont insisté sur les incidences que leur exploitation a sur la revitalisation du tissu rural, grâce à la remise en service de fermes abandonnées. Cela a également des incidences environnementales via l'élevage en alpages et pour la gestion paysagère. Cela peut en effet contribuer à lutter contre l'abandon des terrains et la disparition des paysages.

\* La recherche de fonds peut encourager le développement de stratégies opportunistes, consistant à répondre aux demandes des bailleurs exclusivement. Concrètement, si les fermes cherchent à obtenir des financements de la part de la Région Rhône-Alpes, elles doivent proposer des projets ayant une composante environnementale : protection des oiseaux, économies d'énergie, recyclage des eaux usées, etc.

\* Les fermes et jardins peuvent avoir développé des services de gestion paysagère pour les municipalités ou pour des privés : nettoyage des forêts, des chemins, etc. En particulier les fermes d'insertion sociale, qui ont de la main d'œuvre disponible.

Ces options ne s'excluent pas entre elles. Certaines initiatives les portent toutes.

<h3><b>Références</b></h3>
----------------------------

- Assouline G., 2009 : Social farming in France. In *Supporting policies for Social Farming in Europe*. p. 65 à 78
- Besse Y., 2004 : *Les jardins d'insertion en Ile de France : acteurs, enjeux et perspectives*. Collectif Jardins d'insertion en Ile de France. Disponible sur : [www.reseaucocagne.asso.fr](http://www.reseaucocagne.asso.fr)
- Di Iacovo F., 2007 : Pathways of change in social farming : how to build new policies. In *Green care in agriculture : health effects, economics and policies*. Conférence européenne, Vienne, Autriche, organisée par le programme européen COST Action 866.
- *Supporting policies for Social Farming in Europe*, 2009 : Ouvrage collectif, coordonné par F. di Iacovo et D. O'Connor. Projet Européen de recherche SO FAR. Edité par ARSIA, Firenze, Italie.

Sites :

[www.accueil-paysan.com](http://www.accueil-paysan.com), [www.bergerie-nationale.educagri.fr/ferme-peda/statistiques.htm](http://www.bergerie-nationale.educagri.fr/ferme-peda/statistiques.htm)  
<http://www.chantierecole.org>, <http://www.fnarsidf.asso.fr>, [www.gifae.com](http://www.gifae.com), <http://pro.nordnet.fr/jardinons/>  
[www.reseaucocagne.asso.fr](http://www.reseaucocagne.asso.fr), [www.projectdiana.eu](http://www.projectdiana.eu), <http://sofar.unipi.it/>

# Premières Rencontres de L'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

**L'agriculture sociale en Toscane, Italie**

## **LA COOPERATIVE AGRICOLE "IL FORTETO" Un choix de vie**

Stefano Pezzati<sup>2</sup>, Luigi Goffredi<sup>3</sup>  
Il Forteto

Malheureusement je n'ai pas assez de suffisants éléments à disposition pour donner un aperçu de l'agriculture sociale en Italie, phénomène présent dans beaucoup de régions, mais certainement pas reconnu par les institutions à niveau national. Je peux dire avec une certitude raisonnable qu' en Toscane il y a eu toujours très présent la relation entre le milieu agricole et la dimension sociale. ARSIA: Agence pour le Développement Régional et l'Innovation dans l'agriculture, a compté plus d'une centaine d'expériences sociales de l'agriculture et cela montre comme elle soit profondément enracinée dans notre région, peut-être dans le passé plus qu'aujourd'hui.

**La raison réside dans la façon dont elle a organisée pendant les années le travail et la gestion de l'agriculture.**

Jusqu'à 1500, l'agriculture en Toscane a été gérée par le système du "métayage". Les grands propriétaires de terrains donnaient aux familles des agriculteurs une pièce de terrain: la ferme à cultiver. Il y avait la direction et le contrôle par les propriétaires, mais, essentiellement, c'était la famille métayère qui cultivait en échange du logement et de la moitié des récoltes. Par cette motivation leurs maisons étaient isolées, la parcelle de terrain dans le centre et loin des villes et villages où on avait les activités artisanales et commerciales.

La famille métayère a été et a agi ainsi, comme un entrepreneur à tous les effets, faisant face à toute difficulté, elle devait rester unie et solidaire, en visant surtout à résoudre ses problèmes à son intérieur. Nécessairement les liens de co-existence étaient très solides, mais à l'extérieur aussi, car pendant les périodes difficiles, on cherchait ou on offrait de l'aide aux familles métayères voisines.

Ils ont établi, de cette manière, les bases d'une culture de la solidarité et l'ouverture nécessaire pour trouver des solutions vers les problèmes les plus différents, à accepter la diversité parce que, dans ce contexte, elle aurait été gérée. On aurait trouvé, en tout cas, le travail le plus convenable pour ces membres de la famille moins doués ou défavorisés.

Un témoignage est donné par le "Spedale degli Innocenti", la première institution connue au monde, dédiée à

---

<sup>2</sup> Président de la Cooperative agricole il Forteto

<sup>3</sup> Président de la Fondation Il Forteto



l'assistance des enfants, fondée à Florence en 1400 pour accueillir les enfants orphelins et abandonnés de la ville. Beaucoup de ces enfants venaient confiés aux familles métayères pour leur assurer la possibilité de grandir avec un père et une mère et un digne avenir de travail dans l'agriculture. Cette pratique est restée très courante jusqu'aux années 50 de 1900, avant la transformation du métayage dans la gestion agricole moderne.

Même la famille métayère a été transformée, ses dimensions sont plus réduites, mais elle est restée bien vivante chez ceux qui travaillent dans l'agriculture, la culture de la solidarité et l'accueil. ARSIA nous le témoigne avec les recherches citées avant. Toutefois, il existe deux manières de comprendre l'agriculture sociale, deux écoles de pensée qui se différencient plus dans l'idéalisme que dans les effets pratiques sur les personnes qui ont besoin d'assistance ou d'intégration.

La première, plus liée à la tradition culturelle, considère l'agriculture sociale comme un complément à l'agriculture, en considérant la question au niveau du volontarisme, à titre gratuit ou, tout au plus, dans le cadre de la multifonctionnalité. Dans ce dernier cas, les activités sociales peuvent produire un revenu supplémentaire, totalement secondaire, comme c'est le cas par exemple pour le secteur des vacances à la ferme

La deuxième trouve dans l'agriculture sociale une occasion thérapeutique. On se sert de l'activité agricole pour ce but, en mettant en second plan la culture ou l'élevage. Une sorte d'agriculture médicalisée, besogneuse d'assistance économique comme d'autres services sanitaires.

Cette vision sociale de l'agriculture est désormais minoritaire dans notre région. En effet, la Région Toscane a approuvé le 26 Février de cette année la loi n° 24 qui reconnaît l'agriculture sociale et la diversifie comme une activité collatérale à l'agriculture, en faisant ressortir clairement l'importance et les opportunités que l'agriculture peut offrir dans le domaine social.

Il Forteto, ma coopérative fait partie de la première école de pensée dans la manière plus intransigente: l'agriculture doit être l'instrument qui produit des revenus et qui nous fait vivre, tandis que l'activité sociale est déléguée principalement à la volonté des personnes qui composent la coopérative et selon leurs possibilités, leurs sentiments de solidarité et d'égalité. L'activité sociale se déroule sans aucune obligation ou de conventions avec les institutions sur une base volontaire et gratuite.

### **Pourquoi on agit de cette façon à la coopérative Il Forteto?**

On doit revenir aux temps passés et décrire brièvement comment elle est née.

En 1976, près de Prato, un groupe d'amis se sont réunis chez une paroisse pour se rencontrer et s'engager dans plusieurs activités, parfois utiles ou seulement amusantes. Des garçons et des filles très jeunes, l'âge moyen ne dépassant pas vingt ans et, entre eux, même quelqu'un souffrant de problèmes physiques ou psychologiques. Au fil du temps, l'amitié est devenue plus intense et les occasions de réunions se multipliaient, jusqu'à envisager l'idée de tout laisser et d'aller vivre ensemble à la campagne visant à former une communauté (ou, comme on dit parfois, une commune), sans aucune influence extérieure et avec comme premier critère l'égalité. Mais surtout le dialogue et le fait de se rapporter avec les gens devaient faire partager les sentiments de chacun pour créer ainsi des opportunités pour la réalisation personnelle de tous.

En 1977, la coopérative agricole Il Forteto fut fondée. En Octobre, à partir de cette année nous sommes allés vivre dans une ferme en Mugello, région au nord de Florence. Il est inutile de nier que le dialogue se manifesta souvent par des conflits, cependant l'envie de rester ensemble et de rechercher une entente a toujours été le sentiment le plus important. En effet, après trente ans presque tous les fondateurs y sont restés. Le groupe était alors composé de 35 jeunes, seulement 8 ont choisi une autre route alors que la communauté, en comptant les enfants aussi, est maintenant composée de presque 100 personnes. Chaque jour, nous sommes ensemble pour déjeuner et dîner.

L'agriculture devait être, et elle a été, notre unique source de revenu, mais au fil des ans on a accepté dans la

communauté, pendant une période ou de façon permanente, un nombre remarquable de personnes: au moins 130, mais nous ne les avons jamais calculé exactement.

Au début ,on a accueilli surtout des personnes avec des malaises physiques ou psychologiques. Ensuite et aujourd'hui aussi, notre disponibilité est surtout orientée vers la garde des enfants ou des adolescents, éloignés pour des raisons différentes de la maison familiale par le tribunal pour les mineurs. La garde n'est pas confiée à la communauté en tant que structure, mais directement à un couple de membres de la communauté.

Ces personnes, à part des mineurs confiés, ont trouvé un emploi dans le travail coopératif , dans l'agriculture, l'élevage, mais aussi dans l'activité de transformation de produits. Ils ont été embauchés comme employés de la coopérative et, parfois, ils en sont également devenus membres. Ils en ont généralement trouvé un bénéfique par rapport à leurs problèmes, soit pour l'opportunité d'avoir leur personnelle activité à réaliser, soit pour le milieu qui les a acceptés, réglé par des temps, des rythmes différents et les relations humaines, créés principalement pour le bien-être de ceux qui ont fondé Il Forteto, mais sûrement avantageux pour eux aussi

Cependant la coopérative Il Forteto, n'est pas une île heureuse, le système n'a pas toujours fonctionné, du moins pas pour tous. Notre choix a été de tout partager, des choses matérielles aux sentiments personnels qui, inévitablement, s'expriment également de manière opérative et dans les faits de tous les jours laissant à la discussion, à la sensibilité et aux relations parmi les gens la solution des problèmes qui pouvaient se présenter. Il est arrivé que certains, non seulement ceux qui ont été accueillis, mais aussi parmi les fondateurs, ont réalisé au cours du temps que le choix n'était pas bon pour eux. Ils avaient la nécessité de vivre une vie plus privée et ils ont pris une autre route.

**Pour mieux comprendre cet aspect il est peut-être nécessaire de décrire brièvement la façon dont Il Forteto est organisé aujourd'hui.**

La coopérative agricole Il Forteto est une entreprise composée pour la plupart de membres travailleurs, les mêmes personnes qui composent la communauté et d'autres partenaires qui donnent le lait et d'autres produits destinés à la transformation ou à la vente. Propriétaire d'une entreprise agricole d'environ 500 ha, la moitié cultivée pour la production de fourrage et des fruits, et le reste couvert par des bois. Un élevage de 250 têtes de bovins de boucherie, une fromagerie pour transformer le lait des partenaires extérieurs à l'entreprise, une ferme de vacances et un grand magasin pour la vente directe des produits. Toutes ces activités fournissent l'emploi à 105 personnes, la plupart des travailleurs sont membres de la communauté et vivent dans des maisons qui font partie de l'entreprise agricole, les autres sont des personnes qui habitent dans les villages voisins. Dans le nombre de 105 travailleurs une dizaine de personnes avec des problèmes physiques ou psychiques sont incluses. La coopérative correspond à tous le salaire fixé par le contrat de travail convenu à niveau national pour les travailleurs de cette catégorie .

Les membres de la communauté qui reçoivent une rémunération pour leur travail chez la coopérative versent tout leur salaire dans la caisse de la Communauté et celle-ci donne tous les services nécessaires pour chaque membre : de la maison où vivre à la voiture, les livres pour ceux qui étudient encore aux interventions médicales spécialisées pas fournies par le Service Sanitaire National . On mange ensemble , déjeuner et dîner, et encore ensemble nous définissons les critères pour les dépenses à faire , de celles importantes jusqu'aux moins importantes.

Ensemble, on décide les priorités et le montant d'argent à mettre à disposition de chaque membre pour les dépenses personnelles. La quote-part est différenciée selon les diverses exigences, avec une attention particulière surtout pour ce qui concerne le nombre d'enfants. Il n'est pas facile, les discussions sont parfois très longues, mais à la fin, on trouve toujours un accord.

Pour compléter, avant de conclure, je tiens à vous signaler un aspect qui ne concerne pas l'agriculture, mais seulement l'activité sociale que la coopérative Forteto développe à l'extérieur

Comme vous pouvez facilement l'imaginer, si vous connaissez un peu d'agriculture, Il Forteto pendant de nombreuses années n'a pas été capable de donner à ses membres travailleurs leur salaire total . Il était plus important d'acheter des tracteurs, de remettre des terrains à cultivation d'équiper et d'agrandir les étables, d'

acheter le bétail, de construire et équiper la fromagerie L'argent n'a jamais été suffisant et pour cela, d'un accord commun, les salaires ont été réduits.

En 1998, la coopérative a pu enfin balancer ses comptes.

Les membres travailleurs qui ne s'imaginaient pas cette richesse soudaine, avec l'argent reçu ont créés une fondation dédiée à l'étude, aux recherches et au développement de projets opératifs sur les problèmes sociaux à l'égard des jeunes en particulier, à l'école et la société environnante.

En dix ans d'activité, la Fondation Il Forteto a publié 13 livres sur ces sujets et développé 20 activités, en collaboration avec des experts, universités, organismes locales, écoles primaires et secondaires. Parmi d'autres, la recherche d'un sociologue très surpris, qu'après de nombreuses années, un groupe assez important de personnes soit resté ensemble en gardant à son intérieur presque tous ses fondateurs.

J'espère que c'est clair maintenant ce que l'agriculture sociale signifie pour nous . Un choix de vie, ou mieux , une vie vecue avec une autre échelle de valeurs.

# Premières rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## L'agriculture sociale aux Pays Bas

Wouter Joop  
Chef de projet, consultant  
Ulmus Projectrealisatie  
[w.joop@ulmus.eu](mailto:w.joop@ulmus.eu)

### **Pas si nouveau...**

La combinaison entre agriculture et accompagnement thérapeutique n'est pas nouvelle.

Pendant longtemps, il était courant que des gens "différents", qui ne pouvaient pas pleinement s'intégrer en société, travaillent à la ferme. Les institutions pour maladies mentales avaient leurs propres jardins et fermes, tout simplement pour une raison pratique d'autosuffisance alimentaire.

Après la seconde guerre mondiale, l'intensification de l'agriculture a pris place dans la Hollande rurale. A cela plusieurs raisons: l'envie d'une indépendance alimentaire, la mécanisation introduite avec le Plan Marshall et le besoin de se libérer du travail physique dur, pour les agriculteurs et leurs familles.

Le modèle pour les gens souffrant de handicaps mentaux a aussi changé.

Le travail de personnes handicapées sur les fermes a été considéré comme de l'exploitation. Et donc il ne faut pas oublier que les conditions d'avant-guerre pour ces personnes étaient loin d'être idylliques.

De nombreuses institutions de soins ont fermé leur ferme et des thérapies plus créatives sont devenues populaires. En dépit de ces changements, les fermes thérapeutiques n'ont jamais disparu et dans de nombreux pays, ce type de ferme existait depuis longtemps.

Dans tous ces cas, le dynamisme était souvent dû à de l'idéalisme (souvent fondé sur la philosophie anthroposofique) et les résultats positifs. Cependant, les fermes sociales restaient un phénomène marginal (environ une centaine, jusqu'à la fin des années 90). L'élément nouveau dans ces fermes sociales était que la vie et le travail à la ferme ont été reconnus comme pouvant aller dans un sens thérapeutique, améliorer la qualité de la vie et /ou réduire les symptômes de maladie et de handicap.

### **La réinvention de l'agriculture sociale**

A la fin des années 90, les fermes sociales ont été reconnues à la fois par le secteur agricole et par le secteur de la santé. Pour ceux qui font la politique agricole, une ferme qui offre des services sociaux correspond tout à fait avec la recherche de nouvelles activités, non productives de produits agricoles, que l'agriculteur doit explorer. C'est l'agriculture multi-fonctionnelle. Un élément non négligeable était que les fermes sociales ont une fonction importante de cohésion sociale en milieu rural.

Les fermes sociales se sont révélées être plus ouvertes à la demande et aux besoins, avec leur petite échelle être plus intégratrices que les grandes institutions. Un facteur important de l'augmentation des fermes sociales a été

le budget personnel octroyé pour les personnes handicapées, qui leur a donné l'autonomie financière, sans l'interférence des grandes institutions.

Aujourd'hui, combiner agriculture et accompagnement des personnes est vu comme une combinaison de fonctions prometteuse. Cela contribue à diversifier les activités de la ferme et procure de nouvelles sources de revenus et d'emplois pour les agriculteurs et les zones rurales. Cela réintègre aussi l'agriculture dans la société en lui donnant une image positive.

Le nombre de fermes sociales augmente rapidement.

Cela a commencé comme un processus de bas en haut, initié par des agriculteurs motivés. La plupart de ces fermes sociales sont des entreprises individuelles familiales, indépendantes des institutions de santé. Dans de nombreux cas, les femmes d'agriculteur ont reçu une formation dans le para-médical et prennent l'initiative de lancer leur activité d'accompagnement (care business) sur la ferme.

Il est remarquable que depuis que le Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de l'Alimentation et celui de la Santé, du Bien-être et des Sports soutiennent le développement et la professionnalisation de l'agriculture sociale, le nombre de fermes sociales est passé de 75 en 1998 à plus de 1000 à l'heure actuelle. Des groupes très divers de populations sont accueillis et la plupart sont des fermes privées.

La principale motivation qui pousse les agriculteurs à démarrer une activité d'accueil est d'aider des personnes handicapées. Ils sont enthousiastes à ce sujet, et ont envie de partager leur vie et leur travail à la ferme avec d'autres. Au XX<sup>e</sup> siècle, ceux qui ont commencé étaient idéalistes. Ils ne recevaient pas de compensation financière pour l'accueil. Mais dès la fin des années 90, cela a changé. Ils restent attachés aux idéaux de l'accueil à la ferme, comme base de leur activité d'accompagnement, toutefois presque tous disent qu'ils arrêteraient si la compensation qui existe désormais n'était pas suffisante.

### **Le Centre National d'Appui pour l'Agriculture Sociale et la construction du réseau**

Le Centre National d'Appui pour l'Agriculture Sociale, établi en 1999, a joué un rôle essentiel, pour favoriser, promouvoir et informer les agriculteurs individuels et les usagers. Il a aussi contribué à la reconnaissance de l'agriculture sociale, à la fois dans le monde agricole et dans le monde de la santé, comme une profession et une activité en soi.

Un petit groupe d'agriculteurs, avec un bagage en agriculture biodynamique, rassemblés au sein de l'association Omslag, ont été importants pour développer la recherche et le réseau et ont aussi initié les premiers programmes de formation pour les agriculteurs aux Pays Bas. Aujourd'hui, plus de 10 institutions éducatives offrent une formation à l'agriculture sociale, formation continue, ingénieur et universitaire.

Dans chaque région, des groupes d'agriculteurs sociaux animent des réunions. De cette façon, ils peuvent développer l'échange d'expériences. Souvent ces groupes sont appuyés par un consultant ou conseiller extérieur. Avec des groupes d'agriculteurs qui démarrent et d'autres plus expérimentés.

Dans un nombre croissant de régions, se sont constituées des associations régionales d'agriculteurs sociaux. Le but est d'ajuster la demande et l'offre, d'introduire un système qualité, de produire de l'information sur l'agriculture sociale et de négocier avec les institutions de santé et les compagnies d'assurance une juste rémunération de leurs activités de soin et d'accompagnement.

Dans plusieurs régions, ces associations d'agriculteurs sociaux ont reçu un agrément AWBZ (acte de dépenses médicales exceptionnelles). Ce qui leur donne un statut d'institution de santé.

### **La politique en matière d'agriculture sociale**

En ce moment, il n'y a pas de politique pour l'agriculture sociale. Mais les fermes sociales répondent aux politiques des différents ministères. Pour le ministère de la santé et du bien-être, il s'agit d'élargir des possibilités de soin pour ceux qui en ont besoin. Le concept de communauté de soin est en général accepté aujourd'hui pour les personnes qui ont différents types de handicaps. Cela signifie que le soin est offert par la société et plus seulement les institutions de santé: d'autres acteurs s'impliquent, tels que les entreprises, les

villages, les écoles etc...A ce titre, les fermes sociales constituent un excellent exemple de prise en charge des soins par la communauté.

La tendance politique actuelle est à la décentralisation.

Cela signifie que dans l'avenir, de plus en plus de politiques vont être transférées des provinces (régions) aux communes. La WMO (loi sur la politique sociale) en est un exemple avec des effets pour les agriculteurs sociaux. Une autre tendance est la réduction des coûts collectifs et la montée en puissance des mécanismes de marché et de la responsabilité individuelle dans les politiques de santé.

### **Système de qualité et normes**

Ces dernières décennies, des systèmes de qualité et de normes ont été introduits dans le secteur de la santé.

Dans ce sens, le Centre National d'Appui pour l'Agriculture Sociale a engagé un processus de vérification de la qualité pour les fermes sociales. Une telle initiative est appuyée par la plupart des agriculteurs sociaux; leurs associations, les ministères et les associations d'usagers. Et donc un système qualité a été développé pour les fermes sociales.

### **Les défis et l'avenir de l'agriculture sociale aux Pays Bas.**

Même si le nombre de fermes sociales a beaucoup augmenté en Hollande ces 10 dernières années et si les effets de la nature sur la santé sont en général acceptés, l'agriculture sociale aux Pays Bas doit affronter de nombreux défis. Les principaux sont:

- Le fossé qui sépare le monde urbain et rural,
- La nécessité de développer les réseaux d'agriculture sociale,
- Le développement de structures de financement durable de l'agriculture sociale,
- Le travail sur la mise en évidence des effets positifs de l'agriculture sociale et de la nature sur la santé, le bien-être, et promouvoir cela auprès de différents groupes cibles,
- La fonction non seulement curatrice, mais aussi préventive de l'agriculture sociale,
- Le développement de nouveaux systèmes qui combinent l'agriculture, l'accompagnement thérapeutique, le récréatif et l'éducatif,
- Le travail sur la mise en évidence des effets positifs de l'agriculture sociale et de la nature sur la santé, le bien-être, et promouvoir cela auprès de différents groupes cibles,

Dans un proche avenir, le secteur va donc devoir prouver les effets du travail ou de la vie à la ferme sur la santé, de différents types de personnes. Certains agriculteurs pensent qu'il y a assez d'informations pratiques qui prouvent ces effets. Mais il est admis que plus de travail scientifique est nécessaire sur ces questions. Tout comme les analyses de satisfaction des usagers. Et cela pour intégrer vraiment l'agriculture sociale dans le champ de la santé et garantir les sources de financement durables.

Il faut s'attendre à une hausse du nombre de fermes sociales. La plupart de ces fermes sont dans les zones rurales. Or les nouveaux groupes cibles qui peuvent en bénéficier, tels que les usagers avec addiction, chômage longue durée, sont dans les villes. Il va donc falloir construire des passerelles entre les usagers urbains et les fermes autour des villes. Il s'agira de faire le lien entre espaces verts en ville (fermes urbaines, jardins communautaires et partagés) et les zones vertes autour des villes (fermes sociales et espaces naturels) où les usagers peuvent trouver des formes acceptables de travail à la journée ou de résidence. Les premières expériences de différents groupes cibles travaillant dans des jardins communautaires en ville sont positives. Ces modes urbains d'agriculture sociale peuvent être une première étape pour que les usagers découvrent ensuite les fermes sociales à la campagne.

Le développement de l'agriculture sociale est partie intégrante du renouveau du monde rural et de villes "en bonne santé". Dans ce contexte, le monde agricole va évoluer d'une fonction exclusive de production agricole à une fonction plus tournée vers les services. De nouveaux systèmes agricoles peuvent résulter de la combinaison entre systèmes de production agricole et alimentaire régionaux, la santé, la protection de l'environnement et des

paysages, le récréatif et l'éducatif. Sur ce point, il est nécessaire que les exploitations gardent ce qui fait leur force et leur attrait.

## Premières rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

### QUAND LE TRAVAIL DES PERSONNES HANDICAPÉES PREND UNE AUTRE DIMENSION...

Emmanuel Mosse  
Directeur de la Ferme de Chosal  
74350 Copponex  
[e.mosse@fermedechosal.org](mailto:e.mosse@fermedechosal.org)

Située sur la commune de Copponex en Haute-Savoie, la Ferme de Chosal est un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) à vocation agricole. Créé en 1980 cet établissement accueille aujourd'hui 56 travailleurs handicapés.

L'activité de départ de la ferme est la production maraîchère et horticole. Le fait de travailler avec des végétaux, avec du "vivant", n'est pas anodin d'un point de vue éducatif : il y a une relation à la plante, au végétal, qui est teintée d'engagement, de responsabilité et de respect. Les travailleurs sèment, cultivent et vendent les légumes et les fleurs.

Le choix de cette activité n'est donc pas neutre au niveau de la structuration de la personne.

L'activité agricole permet des tâches riches et diversifiées : chacun peut y trouver une place, il y a encore beaucoup de travail manuel et les travailleurs ne sont pas figés sur un poste particulier ; ils peuvent être amenés à faire différentes tâches dans la journée.

La ferme a aujourd'hui une réelle capacité en matière de production, d'équipements et d'accueil des personnes, aussi, nous souhaitons développer un projet pour les personnes accueillies qui va au-delà de la qualité de l'organisation technico-économique. Notre idée est de réorganiser les choses pour mettre en avant la personne handicapée et valoriser son rôle social pour favoriser son intégration.

En terme de diversification de nos activités de production, nous sommes aujourd'hui à l'écoute de ce que les gens attendent sur la protection de l'environnement et le respect de la nature, l'éducation au développement durable.

Nous avons par exemple mis en place une plate-forme de compostage qui traite les déchets organiques de l'exploitation. Cette plate-forme de compostage traite nos déchets verts, mais aussi les gazons des voisins et les broyats d'entreprise ou ceux de la commune Copponex.

Dans l'avenir nous pourrions aussi proposer ce service à la Communauté de Communes du pays de Cruseilles (compétence tri sélectif et déchets).

Par ailleurs, ce type d'équipement technique et commercial reprend tout son sens dans la démarche globale et actuelle de l'établissement car c'est aussi un outil de formation et de sensibilisation autour des bonnes pratiques environnementales pour les travailleurs, les professionnels et les visiteurs de la Ferme.

À partir de ces nouvelles attentes sociétales autour de l'agriculture (manger sain, s'informer et comprendre l'environnement, partager des valeurs,...) l'établissement a développé un concept innovant de ferme éco-pédagogique.

Ce projet répond à deux axes. D'abord, d'un point de vue éducatif, il y a une demande des écoles et de la population qui souhaitent découvrir ce qu'est une ferme de production. Par ailleurs, c'est aussi pour nous l'occasion de permettre aux visiteurs de rencontrer le projet d'établissement et de rencontrer des personnes handicapées dans un environnement qui est le leur et de montrer ce qu'ils sont capables de faire.

Notre structure est ainsi très ouverte : les gens y viennent aussi bien acheter une salade ou des fleurs, car ils ont repéré que nos produits étaient très peu traités et de qualité.

Ils viennent aussi de plus en plus pour découvrir un mode de fonctionnement et une organisation « porteuse de sens ».

Nous pouvons ainsi mieux mettre l'accent sur ce qu'est l'agriculture et ce qu'elle peut apporter à la personne déficiente intellectuelle.

Au niveau du travail social, les objectifs généraux autour de la socialisation, de l'inclusion, de l'intégration des personnes accueillies dans la société sont souvent mis en avant sans que l'on parle nécessairement de méthode.

A la Ferme de Chosal, nous avons établi un processus méthodologique autour de la VRS qui se construit en plusieurs étapes : Voir diaporama joint en annexe.

L'idée principale est que l'on existe vraiment par le regard de l'autre. Il faut donc être « utile » et reconnu par la qualité des services que l'on rend.

Pour l'avenir, nous étudions actuellement de nouvelles pistes de travail et de rencontre. Nous aimerions répondre aux demandes de coup de main à l'agriculture et aux particuliers sur des petits travaux : aide à la production fromagère, aux ramassages saisonniers, au jardin, à la préparation du bois de chauffage, à un déménagement. C'est une perspective de travail en détachement individuel qui devrait bien correspondre aux attentes des particuliers et entreprises rurales mais surtout au projet de dé-institutionnalisation de notre offre métier.

Enfin nous travaillons aussi pour l'avenir sur « la mise en tourisme » des offres actuelles de la Ferme éco-pédagogique en lien avec les engagements des collectivités locales autour de l'éco-tourisme ou du développement des loisirs ou tourisme adapté (programmes contractuels de la Région Rhône-Alpes). Ce projet nous permettra d'accueillir plus de visiteurs adultes et de mieux communiquer sur les valeurs de notre projet d'établissement.

Pour faire un tour d'horizon assez complet de notre fonctionnement actuel, il faut pointer les difficultés du moment et les risques chronophages des attentes administratives autour de la prévention des risques, des contrôles administratifs et budgétaires, de la réglementation globale du secteur qui évolue fortement sur le secteur médico-social alors que les ESAT regardent de + en + vers le secteur de l'insertion sociale et le monde de l'entreprise.

Il y a comme une certaine forme de paradoxe (voir d'injonction paradoxale) à vouloir faire cohabiter le statut de travailleurs (issu de la dynamique du secteur de l'insertion sociale) avec celui de patient ou d'utilisateur d'un établissement médico-social (issu du secteur de la santé).

Par le statut de Travailleur, on nous demande aujourd'hui de renforcer la formation professionnelle, de mettre en place la VAE, de détacher en milieu ordinaire,...



Le statut de Patient nous missionne sur les activités de soutien et un suivi médico-social et éducatif pour des personnes handicapées qui auraient une capacité de travail réduite.

Activités de soutien (hors formation professionnelle), qui pour bien fixer le paradoxe, doivent s'organiser hors temps de travail sans moyens nouveaux alloués ou à moyens constants.

On voit bien que les attentes et les demandes ne sont pas les mêmes.

Par ailleurs, la déferlante de textes, issus de la réforme des ARS et de la Révision Générale des Politiques Publiques « bride » la dimension recherche et développement. Les lois de 2002 et 2005 et leurs nombreux décrets d'application (+ de loi et de décret ces 5 dernières années que lors des 50 dernières) limitent donc l'approche innovante et la recherche de partenariat métier avec le milieu ordinaire.

E. MOSSE - Directeur de la Ferme de Chosal

# Premières rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## LA FERME DE BELLE CHAMBRE

Catheine Bibollet

[ferme.bellechambre@wanadoo.fr](mailto:ferme.bellechambre@wanadoo.fr)

Situé à 850 m d'altitude à Ste Marie du Mont, BELLE CHAMBRE est née en 1989.

Initialement créée pour 24 adultes autistes et psychotiques de 20 à 60 ans, elle s'est agrandie en 1998 recevant ainsi 30 adultes composés de 28 résidents permanents et 2 temporaires.

Lieu de vie et travail à la ferme, BELLE CHAMBRE admet et oriente les personnes accueillies par décision commune prise entre le directeur et la MDPH.

L'établissement est financé en prix de journée par le Conseil Général de l'ISERE.

### Description du projet de la ferme sociale

PROTEGER    RASSURER    CONTENIR
----------------------------------

- Proposer un lieu paisible qui permet aux résidents de pouvoir se retirer de la collectivité en investissant un lieu privé : leur chambre.
- Proximité, lieu de vie et lieu d'activité et de travail.
- Donner du rythme à la vie, basée sur un temps cyclique des 4 saisons avec un emploi du temps qui revient chaque semaine et pour une durée d'un an.
- Proposer des activités et un travail contenant qui limite les errances psychiques des personnes autistes.

Ce projet se traduit dans la vie quotidienne par :

- prendre soin de son corps
- un bon sommeil
- équilibre alimentaire
- équilibre mental et physique (suivi médical et psychiatrique).
- Proposer un lieu à vivre.

Ce projet se traduit au travail :

- le travail à la ferme augmente l'estime de soi (valorisation).
- il apporte une reconnaissance des autres à l'intérieur et à l'extérieur de Belle Chambre.
- cette activité favorise l'apprentissage et le dépassement de soi.
- le travail est organisé et adapté à chaque résidant afin d'éviter les situations d'échecs. Le succès leur permet d'oser et de repousser leur limite.
- il permet de développer un sentiment d'existence et de créer des relations sociales.
- il donne du sens aux activités quotidiennes (pourquoi bien se lever le matin ?...) et donc du sens à leur vie.

### Le développement de la ferme sociale

A l'ouverture de Belle Chambre, le Conseil Général a accepté de prendre en charge pour 5 ans le fonctionnement de l'exploitation agricole qui est donc financé par le budget du lieu de vie. En 1994, une nouvelle association est créée la Ferme de Belle Chambre Exploitation Agricole. A partir de ce moment, l'exploitation doit s'autofinancer (Hors charges de salaires).

L'objectif : proposer un outil agricole aux résidents.

Un départ progressif a permis aux résidents et aux accompagnateurs de s'adapter à ce projet innovant.

En 1998, afin de pouvoir obtenir l'agrément européen et répondre à la demande des tutelles d'augmenter les places d'accueil, un nouveau bâtiment agricole est construit. La nouvelle installation a été financée principalement par des dons et subventions agricoles.

### Actuellement, notre activité agricole s'organise autour d'une exploitation laitière de moyenne montagne.

11 vaches laitières et 5 génisses de race tarine composent le troupeau. Tout le lait est transformé en fromage. Le petit lait nourrit des porcs.

Autour de ce noyau central, gravitent d'autres ateliers :

- les petits animaux (poules, lapins)
- les ânes.
- Atelier bois de chauffage

Vous pouvez venir manger en tables d'hôtes les mercredis et dimanches.

Nous vendons nos produits en vente directe (local de vente à la ferme, marché, AMAP, etc....) en vente indirecte (restaurants, commerces de proximité, grandes surfaces, etc. ....)

### Contraintes et limites rencontrées par le projet agricole

- le vide juridique définissant une identité légale de l'exploitation agricole.
- Aucune définition administrative.
- grande concurrence foncière.
- difficultés de recruter du personnel à réelles doubles compétences agricoles et éducatives.

### L'intégration de cette ferme

#### 1 – La santé

Le foyer Ferme de Belle Chambre a une identité légale et un agrément pour accueillir en réseau des personnes autistes.

#### 2 – Le secteur agricole

A l'origine, la mise en place du projet agricole paraissait utopique et irréalisable. Cela a demandé un réel professionnalisme de la partie agricole avec une obligation de qualité. Nous nous considérons comme de vrais agriculteurs avec les mêmes obligations (résultats, qualités sanitaires, politique de prix, respect de la filière fermière, etc. ....)

Grâce à la qualité de travail agricole fourni, la ferme de Belle Chambre a pu faire sa place et être reconnue dans le secteur agricole par les autres agriculteurs (mais avec la limite administrative précédemment évoquée).

Cette reconnaissance est maintenant celle des personnes accueillies. Par la qualité des produits fabriqués et vendus, nos résidents deviennent de réels acteurs de l'activité économique du secteur.